

Perception de l'Association d'Education — le dimanche 17 février

(VOIR ARTICLE
EN PAGE 3)



Organisé en 1953, le Cours de Catéchisme par Correspondance de l'archidiocèse de St-Boniface attire aujourd'hui plus de 600 élèves. Les Messemines Oblates, rue Aulneau, se dévouent gratuitement à ce travail, en collaboration avec l'Office catéchistique. Sur la photo l'on voit une religieuse qui surveille l'impression des cours. (Voir article en page 3.) (Photo Studio Napoléon)

"Confucius" fera partie du Festival Dramatique

La pièce de Jacques Ourvard, "Confucius", interprétée par le Cercle Molière, sera la deuxième de quatre pièces présentées au théâtre Playhouse du 8 au 9 mars, à l'occasion du Festival Dramatique régional.

Le programme comprend: le 8 mars, "Country Wife", une comédie de W. Wycherley jouée par les Caravan Players; le 9 mars, "Confucius", nouvelle pièce canadienne, dirigée par Jacques Ourvard et présentée par le Cercle Molière, de St-Boniface; le 10 mars, "Hottel de Paris", un drame de M. Vanzo, joué par une troupe de Gimm, et le 9 mars, "Les Gens du Nord", un drame de H. Olsen, interprété par des acteurs de Brandon.

M. Florent Forgel, directeur dramatique de Radio-Canada à Winnipeg, sera l'adjudicateur du festival pour la troisième fois.

Disparition des "Nouvelles françaises" de Toronto

Au moment où l'élément français de Toronto fait tous les efforts pour obtenir un peu plus de français à la radio et à la télévision, nous apprenons que le seul journal de langue française de la ville de Toronto va disparaître. En effet, dans la livraison de décembre, des "Nouvelles françaises", M. Michel Sannouillet, qui a fondé ce journal, il y a quelques années, de concert avec sa femme, nous explique que "faute d'argent et de bonnes volontés", le journal doit fermer ses portes.

Je sais personnellement tout le dévouement dont M. et Mme Sannouillet ont fait preuve depuis la fondation de ce mensuel. Il était évident que ce journal ne pourrait survivre, à moins que des organismes extérieurs ne lui viennent en aide. Il me semble que les "Nouvelles françaises" auraient dû attirer l'attention du ministère des Affaires culturelles

Québec souscrit \$15,000 à "L'Évangéline"

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec a souscrit \$15,000, c'est-à-dire dix pour cent de l'objectif de la campagne nationale de souscription en faveur du journal des Académies, le quotidien "L'Évangéline", de Moncton.

Le premier ministre Jean Lesage a annoncé cette nouvelle aux organisateurs de la souscription qui étaient venus lui remettre un mémoire sur le sujet.

La délégation était composée du sénateur Cyrille Vallancourt, un des deux présidents de la campagne, M. A. F. Mercier, vice-président et gérant-général du "Soleil", et M. Aimé Laurin, président de "La Voix de l'Est", tous deux représentants de l'Association des quotidiens de langue française, et M. Marc Fortin, président de l'Association des hebdomadaires de langue française.

La délégation était composée du sénateur Cyrille Vallancourt, un des deux présidents de la campagne, M. A. F. Mercier, vice-président et gérant-général du "Soleil", et M. Aimé Laurin, président de "La Voix de l'Est", tous deux représentants de l'Association des quotidiens de langue française, et M. Marc Fortin, président de l'Association des hebdomadaires de langue française.

NOTES DE LA SEMAINE

Et maintenant à l'œuvre...

Pour le moment le chapitre des explosions sur la scène fédérale semble clos. Après la défaite du gouvernement Diefenbaker et la dissolution du parlement, le peuple croyait jouir d'un intermède paisible avant le commencement de la campagne électorale. Mais les grands journaux conservateurs de Toronto n'ont pas voulu se contenter de la situation qui laissait le premier ministre fermement installé à la tête de son parti. Des éditoriaux virulents ont produit leur fruit, l'hon. G. Hees a démissionné comme ministre de l'Industrie et du Commerce. Il fut accompagné dans son geste par le ministre associé de la Défense, l'hon. Pierre Sévigny, qui semblait se rendre compte tout à coup que sa succession au portefeuille de la défense ne viendrait pas spontanément. Le 12, j'ai vu "Montréal Gazette" aussi demandait à M. Diefenbaker d'abandonner la direction du parti.

M. Diefenbaker a vite fait de parer à ces développements en nommant l'hon. G. Churchill, ministre de la Défense, l'hon. M. Lambert, ministre des Affaires des anciens combattants, et l'hon. sénateur W. McClellan, à la succession de M. Hees. En dépit d'autres rumeurs, la saison des démissions explosives semble terminée et les dirigeants des partis s'efforcent à se bâtir un programme électoral et à se trouver des candidats de choix. Parmi les ressources pécuniaires et même physiques, les chefs ont indiqué que la campagne sera intensive mais courte, afin de ne pas fatiguer les électeurs.

Cette campagne ne se prête pas d'ailleurs au développement de nouveaux programmes, le problème majeur consiste à se choisir un gouvernement qui peut faire face aux exigences de l'évolution économique du pays et de son rôle dans la défense du monde libre, sans oublier la question de l'unité nationale.

A bas la centralisation...

La guerre de la réorganisation municipale au Manitoba se réchauffe. Une commission importante se prépare à suggérer l'abolition de toutes les commissions scolaires. Une autre commission vient d'être nommée, sous la présidence de l'hon. E. Michener, pour enquêter sur la structure et les finances des municipalités. (On jetera un coup d'œil sur les écoles aussi selon M. Michener.) Enfin une forte délégation de citoyens de la région métropolitaine se rendra auprès du lieutenant-gouverneur, représentant de Sa Majesté, pour présenter une pétition de 20,000 noms demandant que l'avenir de la corporation métropolitaine du Grand-Winnipeg soit décidé par un référendum métropolitain.

M. Georges Forest, de St-Boniface, figure parmi les porte-parole en cette occasion, comme il en fut avant le passage de l'Acte organique. Cette démarche passe outre au travail d'une commission de révision qui siège à l'heure actuelle dans le but d'améliorer mais non pas de détruire le Métro. Le comité pétitionnaire comptera dans ses rangs, en plus des adversaires irréductibles de toute centralisation d'anciens membres, tel le maire Stephen Juba, qui cherchent à enlever le mètre du chemin afin d'y substituer l'amalgamation totale. Quel que soit le fruit ultime de ces efforts, il est évident que l'opposition intransigente inspirée de la modération aux autorités dans la répartition des pouvoirs entre les villes et le Métro.

Dans une perspective plus générale n'y aura-t-il pas lieu de convoquer tous les maires, échevins, conseillers municipaux et fonctionnaires publics franco-manitobains, à un colloque dans le but d'une participation efficace au débat qui s'annonce sur la nouvelle répartition des limites et des pouvoirs des centres à majorité française?

Point de mire...

Le journal a été le point de mire des médias de ce dimanche. (Voir rapport en page 5) La discussion fut serrée mais cordiale, moins pesante, paraît-il, qu'à l'occasion de la réunion précédente qui examinait la législation générale de la F.R.C. - Manitoba. On se rend compte non seulement des déficiences mais aussi des limitations. Nous commencerons cette réunion dans notre prochain numéro.



Moscou libère un évêque emprisonné depuis 1945

CITE DU VATICAN — Une atmosphère de mystère entoure la libération de Mgr Josif Slipiy, archevêque ukrainien de Lwow et métropolitain ukrainien, arrivé samedi dernier au Vatican.

Le prélat a été reçu par le pape, dimanche. On croit savoir qu'il avait été libéré par les autorités soviétiques, le jour de Noël dernier.

Il était emprisonné depuis 1945 après avoir été condamné sous l'accusation d'avoir collaboré avec les nazis. Son prédécesseur avait simplement reçu des officiers allemands dans son archevêché.

Dix autres archevêques et évêques ukrainiens furent emprisonnés par les Soviétiques à la même époque. Moscou devait, par

Assurance-chômage: caisse bientôt vide?

OTTAWA — Des informateurs autorisés ont prédit vendredi dernier que la caisse de l'assurance-chômage sera à sec d'ici à deux mois.

Toutefois, ces informateurs ont affirmé que les prestations versées aux chômeurs seront réduites, probablement par suite d'un prêt de plusieurs millions du gouvernement.

Même la loi critique de la caisse de l'assurance-chômage confrontée le 26e Parlement avec un mal de tête hautement politique et financier — quel que soit le résultat de l'élection du 8 avril.

La crise au sujet de la caisse de l'assurance-chômage augmente l'intensité des pressions politiques.

Il est évident que certaines modifications fondamentales sont nécessaires pour gérer les maux qui ont fait prendre un plongeon à la caisse de l'assurance-chômage de \$926,000,000 en 1956, au bord de la faillite.

En mai dernier, la caisse ne contenait plus que \$19,000,000. C'était la somme la plus faible depuis que la caisse a été instituée en 1941.

Caisse à sec

Cet hiver — soit le mois prochain ou en avril — la caisse sera totalement à sec, disent les informateurs.

Quand ce moment arrivera-t-il? Tout dépend de l'intensité du chômage cet hiver et du drainage mensuel dans les réserves de la caisse qui se chiffrent par \$99,000,000 à la fin de 1962.

Deux prédictions sont faites, l'une fondée sur l'expérience d'une des trois dernières années, et l'autre sur l'expérience actuelle en 1962 lorsque la caisse a baissé de \$86,700,000 durant les trois premiers mois.

La première prédition indique que la caisse sera en déficit de \$13,700,000 à la fin de mars. Au 30 avril, le déficit total sera de \$49,000,000.

Moscou libère un évêque emprisonné depuis 1945

ukrainienne après un plébiscite, organisé sous leur contrôle, par lequel les fidèles ukrainiens passèrent à l'Eglise orthodoxe de Moscou.

Les communistes, par cette libération, songeraient à la prochaine session du Concile Vatican II. Ils y enverraient ainsi des armes à leurs adversaires.

Mgr Slipiy a passé la majeure partie de sa captivité en Sibirie. Il aura 71 ans, dimanche prochain.

Certaines attachent une signification politique précise à cette libération qui pourrait être suivie de celles du cardinal Mindszenty, primat de Hongrie, réfugié depuis 1956 à la légation des Etats-Unis à Budapest, et de Mgr Joseph Beran, archevêque de Prague, détenu depuis plus de dix ans dans un lieu inconnu.

Mgr Slipiy fut consacré archevêque en 1939. En 1944, il avait succédé à Mgr Andrea Szepietki, archevêque de Lwow, à la mort de celui-ci. Après son incarcération, les autorités soviétiques supprimèrent l'Eglise catholique

Lettre de Paris

La politique gaulliste de l'électro-choc

par Maurice HERR

(Voir article en page 8)

Assurance-chômage: caisse bientôt vide?

OTTAWA — Des informateurs autorisés ont prédit vendredi dernier que la caisse de l'assurance-chômage sera à sec d'ici à deux mois.

Toutefois, ces informateurs ont affirmé que les prestations versées aux chômeurs seront réduites, probablement par suite d'un prêt de plusieurs millions du gouvernement.

Même la loi critique de la caisse de l'assurance-chômage confrontée le 26e Parlement avec un mal de tête hautement politique et financier — quel que soit le résultat de l'élection du 8 avril.

La crise au sujet de la caisse de l'assurance-chômage augmente l'intensité des pressions politiques.

Il est évident que certaines modifications fondamentales sont nécessaires pour gérer les maux qui ont fait prendre un plongeon à la caisse de l'assurance-chômage de \$926,000,000 en 1956, au bord de la faillite.

En mai dernier, la caisse ne contenait plus que \$19,000,000. C'était la somme la plus faible depuis que la caisse a été instituée en 1941.

Caisse à sec

Cet hiver — soit le mois prochain ou en avril — la caisse sera totalement à sec, disent les informateurs.

Quand ce moment arrivera-t-il? Tout dépend de l'intensité du chômage cet hiver et du drainage mensuel dans les réserves de la caisse qui se chiffrent par \$99,000,000 à la fin de 1962.

Deux prédictions sont faites, l'une fondée sur l'expérience d'une des trois dernières années, et l'autre sur l'expérience actuelle en 1962 lorsque la caisse a baissé de \$86,700,000 durant les trois premiers mois.

La première prédition indique que la caisse sera en déficit de \$13,700,000 à la fin de mars. Au 30 avril, le déficit total sera de \$49,000,000.

Assurance-chômage: caisse bientôt vide?

OTTAWA — Des informateurs autorisés ont prédit vendredi dernier que la caisse de l'assurance-chômage sera à sec d'ici à deux mois.

Toutefois, ces informateurs ont affirmé que les prestations versées aux chômeurs seront réduites, probablement par suite d'un prêt de plusieurs millions du gouvernement.

Même la loi critique de la caisse de l'assurance-chômage confrontée le 26e Parlement avec un mal de tête hautement politique et financier — quel que soit le résultat de l'élection du 8 avril.

La crise au sujet de la caisse de l'assurance-chômage augmente l'intensité des pressions politiques.

Il est évident que certaines modifications fondamentales sont nécessaires pour gérer les maux qui ont fait prendre un plongeon à la caisse de l'assurance-chômage de \$926,000,000 en 1956, au bord de la faillite.

En mai dernier, la caisse ne contenait plus que \$19,000,000. C'était la somme la plus faible depuis que la caisse a été instituée en 1941.

Caisse à sec

Cet hiver — soit le mois prochain ou en avril — la caisse sera totalement à sec, disent les informateurs.

Quand ce moment arrivera-t-il? Tout dépend de l'intensité du chômage cet hiver et du drainage mensuel dans les réserves de la caisse qui se chiffrent par \$99,000,000 à la fin de 1962.

Deux prédictions sont faites, l'une fondée sur l'expérience d'une des trois dernières années, et l'autre sur l'expérience actuelle en 1962 lorsque la caisse a baissé de \$86,700,000 durant les trois premiers mois.

La première prédition indique que la caisse sera en déficit de \$13,700,000 à la fin de mars. Au 30 avril, le déficit total sera de \$49,000,000.

Le Cercle Molière présente
3 pièces en 1 acte

THÉÂTRE PLAYHOUSE

Lundi 18 février 1963
\$1.50 — \$1.25
Billets en vente chez Huot
200, avenue Provencher — Téléphone: CH 7-3795

En marge de la conférence indienne-métisse

Citoyens de second rang?

La neuvième conférence annuelle des Indiens et Métis du Manitoba s'est déroulée la semaine dernière dans son cadre traditionnel de discussions, discussions, séances d'études et de résolutions.

Les organisateurs de la conférence, tenue sous les auspices du Conseil de Bien-être de Winnipeg, ont vite compris qu'il était nécessaire d'adopter une nouvelle méthode, vu le nombre toujours croissant de délégués venant de tous les coins de la province.

Jusqu'à présent les Indiens ont tenu le haut du pavé, ne laissant guère le temps ou l'occasion aux représentants des Métis de faire entendre leur voix. D'ailleurs ces derniers ne jouissent pas de la cohésion qui marque le groupe indien, un déjà au sein d'une association provinciale, soumise à une législation fédérale communautaire, aussi bien que favorisée par tout un personnel spécialisé qui s'occupe de son bien-être, de son éducation, de sa santé et de ses intérêts économiques.

Le groupe métis, de l'avis d'un des dirigeants de la conférence, devrait être organisé sur le plan provincial, selon les régions qui sont maintenant desservies par les officiers provinciaux du développement communautaire.

Parlant de Métis, il faut faire ici une distinction importante: les 24,000 Manitobains qui tombent sous cette étiquette ethnique vivent pour la plupart en marge des réserves indiennes, ou sont échelonnés le long des grands lacs du sud-ouest, à l'instar de la mode indienne, parlant généralement une des deux principales langues indiennes, le cri ou le sisseton, mais ne recevant aucun des avantages financiers ni aucun des services sociaux que sont prodigués à la population indienne.

Il ne s'agit donc pas des Manitobains d'origine mi-indienne, mi-blanche, qui ont adopté en tous points les moeurs et les langues officielles (française ou anglaise) du Manitoba.

Pour leur part les Indiens ont droit, en vertu des privilèges obtenus lors de la signature de diverses traités, depuis 1871, à une éducation gratuite, qui s'étend maintenant jusqu'aux grades universitaires, à des services de santé et de bien-être gratuits, aussi bien qu'à des sommes payées annuellement à l'occasion de l'anniversaire des Traités, le tout au coût annuel de plus de \$7,350,000.

En plus les Indiens sont exemptés de tout impôt sur le revenu, les taxes, et les services de travail sont accomplis sur leurs réserves. Même s'ils s'absentent de leurs réserves durant quelque temps, ils ne perdent pas leurs droits et privilèges; si un Indien marie une blanche ou une Métisse, celle-ci et ses enfants tombent légalement sous le domaine des affaires indiennes et jouissent de tous les droits et privilèges des Indiens.

La population métisse, d'autre part, doit se débrouiller toute seule. Les parents ont les soins des écoles provinciales, sous le régime d'un administrateur officiel; ils ne possèdent généralement que les loquins de terre

ou sont situés leurs petites maisonnettes; seuls quelques officiers du service provincial de développement communautaire et un petit nombre d'instituteurs s'occupent d'eux, et cela depuis à peine un ou deux ans; à comparer aux 87 officiers et 241 maîtres d'écoles pour les Indiens.

Pour que la voix de la population métisse se fasse entendre aussi fortement que celle des Indiens, il faudrait qu'ils soient organisés localement, les conseils de parents et maîtres. Ceux-ci pourraient se fédérer en districts et s'efforcer d'envoyer des représentants à la conférence annuelle de Winnipeg. D'autre part il devrait y avoir, au sein même de la conférence, des sessions réservées exclusivement aux questions métisses, au cours desquelles les officiers du gouvernement provincial prêteraient leur concours.

Il y a aussi un fort contingent de Métis et Indiens autochtones vivant dans la ville de Winnipeg qui préfèrent se grouper indépendamment du Centre d'accueil Indien et Métis organisé il y a quelques années pour l'éducation du conseil de direction de la Conférence indienne-métisse.

Ceux-ci se plaignent, et avec raison, qu'on ne s'occupe pas suffisamment d'eux; qu'ils ne participent pas aux octrois, dons et services du Centre d'accueil, et qu'ils n'ont aucun moyen de se faire entendre au Conseil de Bien-être de Winnipeg.

L'agenda de la conférence de Winnipeg est tellement surchargé que l'on considère l'organisation de conférences régionales, alternant avec la conférence provinciale. Pour qu'on ne passe pas la situation présente et s'efforce de lancer un mouvement d'union dans le but d'organiser le plus rapidement possible un programme de développement communautaire parmi les Métis du Manitoba des quelque 4,000 Métis qui vivent dans le Winnipeg métropolitain, du milieu de Métis de langue française de la région de St-Laurent, il y a plus de 1,600 Métis dans la région de Selkirk, un autre milieu à San Clara, plus de 700 à Le Pas, et 10,000 dispersés dans plus de 92 centres manitobains.

Ce serait là une tâche éminemment noble et essentiellement chrétienne ou l'initiative de nos missionnaires catholiques, aussi bien que protestants, aidés par des laïcs dévoués et compétents, pourrait recommencer, à un siècle de distance, le travail apostolique accompli auprès de la population indienne de la province.

Déjà, certains de nos missionnaires chez les Métis ont accompli une belle œuvre de réhabilitation économique, allant de pair avec une hausse dans le niveau éducatif, à Duck Bay, par exemple, ou encore à Mc-Gregor. Mais là encore, il faudrait y ajouter l'œuvre de développement des vertus qui s'appuie à la base de toute vie profondément chrétienne.

Grontra LAVIOLETTE, O.M.I.

Le Comité de Fonctionnement scolaire et l'enseignement accéléré du français

Quelle est la ligne de conduite à suivre dans les écoles franco-manitobaines à l'heure actuelle par rapport à l'enseignement du français? Le Comité de Fonctionnement scolaire a tenu une réunion spéciale au mois de janvier. En voici le texte, moins deux ou trois phrases d'introduction particulière:

1) On constate une faiblesse regrettable du français parlé, trop restreint surtout pour ce qui est du vocabulaire usuel et des termes techniques.

Ici on bîble surtout le programme d'étude des années passées qui visait surtout la langue écrite, les règles de grammaire, et un mot un enseignement trop livresque, peu intéressant. Ajoutons que les manuels scolaires en usage étaient anti-pédagogiques et inférieurs au point de vue langue et intérêt. En préparant le programme d'étude des dernières six années, le Comité de Fonctionnement Scolaire s'est efforcé de redonner à la langue parlée son importance. Ce travail est de longue haleine et nous n'en sommes pas encore à la fin.

Par contre on retrouve facilement chez les nôtres une dichotomie anglaise, au moins le "Free Press" ou le "Tribune" et on écrit à longueur de jour le point anglais. Ajoutons aussi que la télévision française est suivie de trop peu de nos gens. Ici nous ne condamnons pas tous nos foyers, car dans certains on s'occupe d'un grand intérêt pour notre langue.

Afin de remédier à cet état de choses on recommande et c'est sans délai, la fondation de Jardins d'enfants de langue française dans nos centres canadiens-français surtout à la ville. On aimerait des programmes de télévision plus adaptés à notre milieu. Les parents ont le droit de nous nos centres, non seulement à la ville. On demande au Comité de Vie française d'entreprendre une campagne de refonctionnement de nos foyers.

2) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

permanente et d'un baccalauréat en Éducation. Tant qu'aux cours du Collège Pédagogique, le Comité a entrepris M. Bonneau qui, cette année, présente des cours fort appréciés en fonction de notre programme d'étude.

3) Faut-il préciser que les instituteurs se servent, dans leur enseignement des manuels au programme, du français comme langue première et de l'anglais comme langue seconde?

À cet nous sommes obligés de répondre que présentement la loi scolaire ne permet pas qu'on enseigne en français les autres matières du programme scolaire. Mais plus nos élèves doivent être en anglais les examens du Département. Que feront nos élèves qui déménageront dans les centres anglophones? Les parents ont le droit de nous nos centres, non seulement à la ville. On demande au Comité de Vie française d'entreprendre une campagne de refonctionnement de nos foyers.

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

permanente et d'un baccalauréat en Éducation. Tant qu'aux cours du Collège Pédagogique, le Comité a entrepris M. Bonneau qui, cette année, présente des cours fort appréciés en fonction de notre programme d'étude.

5) Faut-il préciser que les instituteurs se servent, dans leur enseignement des manuels au programme, du français comme langue première et de l'anglais comme langue seconde?

À cet nous sommes obligés de répondre que présentement la loi scolaire ne permet pas qu'on enseigne en français les autres matières du programme scolaire. Mais plus nos élèves doivent être en anglais les examens du Département. Que feront nos élèves qui déménageront dans les centres anglophones? Les parents ont le droit de nous nos centres, non seulement à la ville. On demande au Comité de Vie française d'entreprendre une campagne de refonctionnement de nos foyers.

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

permanente et d'un baccalauréat en Éducation. Tant qu'aux cours du Collège Pédagogique, le Comité a entrepris M. Bonneau qui, cette année, présente des cours fort appréciés en fonction de notre programme d'étude.

5) Faut-il préciser que les instituteurs se servent, dans leur enseignement des manuels au programme, du français comme langue première et de l'anglais comme langue seconde?

À cet nous sommes obligés de répondre que présentement la loi scolaire ne permet pas qu'on enseigne en français les autres matières du programme scolaire. Mais plus nos élèves doivent être en anglais les examens du Département. Que feront nos élèves qui déménageront dans les centres anglophones? Les parents ont le droit de nous nos centres, non seulement à la ville. On demande au Comité de Vie française d'entreprendre une campagne de refonctionnement de nos foyers.

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

permanente et d'un baccalauréat en Éducation. Tant qu'aux cours du Collège Pédagogique, le Comité a entrepris M. Bonneau qui, cette année, présente des cours fort appréciés en fonction de notre programme d'étude.

5) Faut-il préciser que les instituteurs se servent, dans leur enseignement des manuels au programme, du français comme langue première et de l'anglais comme langue seconde?

À cet nous sommes obligés de répondre que présentement la loi scolaire ne permet pas qu'on enseigne en français les autres matières du programme scolaire. Mais plus nos élèves doivent être en anglais les examens du Département. Que feront nos élèves qui déménageront dans les centres anglophones? Les parents ont le droit de nous nos centres, non seulement à la ville. On demande au Comité de Vie française d'entreprendre une campagne de refonctionnement de nos foyers.

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

permanente et d'un baccalauréat en Éducation. Tant qu'aux cours du Collège Pédagogique, le Comité a entrepris M. Bonneau qui, cette année, présente des cours fort appréciés en fonction de notre programme d'étude.

5) Faut-il préciser que les instituteurs se servent, dans leur enseignement des manuels au programme, du français comme langue première et de l'anglais comme langue seconde?

À cet nous sommes obligés de répondre que présentement la loi scolaire ne permet pas qu'on enseigne en français les autres matières du programme scolaire. Mais plus nos élèves doivent être en anglais les examens du Département. Que feront nos élèves qui déménageront dans les centres anglophones? Les parents ont le droit de nous nos centres, non seulement à la ville. On demande au Comité de Vie française d'entreprendre une campagne de refonctionnement de nos foyers.

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

4) On nous fait remarquer qu'à certains endroits le français n'est pas bien enseigné ou encore même négligé. On ajoute qu'il n'y a pas manque de bonne volonté, mais plutôt manque d'une méthodologie propre à l'enseignement du français.

À défaut de l'initiative scolaire le Fonctionnement Scolaire organise une demi-journée pédagogique des professeurs d'enseignement public 425 des nôtres y assisteraient encore cette année. Le programme contient des conférences et des ateliers d'enseignement des différentes disciplines. Il n'en reste pas moins que ceci est insuffisant et que le personnel enseignant n'a jamais reçu l'aide dont il a besoin. Afin de parer à cette lacune nous proposons au Comité d'Éducation des nôtres d'entreprendre les démarches nécessaires en vue d'obtenir du Ministère de l'Instruction publique des cours de méthodologie d'enseignement du français pour les élèves qui poursuivent leurs études à la Faculté d'Éducation, aussi bien qu'aux instituteurs qui enseignent à la cause de l'éducation d'un certificat

permanente et d'un baccalauréat en Éducation. Tant qu'aux cours du Collège Pédagogique, le Comité a entrepris M. Bonneau qui, cette année, présente des cours fort appréciés en fonction de notre programme d'étude.

L'Association à l'oeuvre

Dimanche 17 février: journée de l'Association d'Éducation

La décision héroïque qui fut prise, il y a 46 ans, et qui donna naissance à notre ASSOCIATION D'ÉDUCATION a nécessité depuis un effort constant de tous les Franco-Manitobains pour soutenir notre association nationale. De grands progrès furent enregistrés, certes, mais les dangers qui menacent nos écoles sont encore nombreux. C'est pourquoi l'Association d'Éducation a besoin de votre aide pécuniaire, chaque année.

Dimanche prochain, 17 février, la plupart de nos paroisses assisteront, donc chez elles, la perception annuelle de l'Association d'Éducation.

Le véritable patriotisme

À l'occasion du dimanche de l'Association d'Éducation, en 1953, Son Ex. Mgr Maurice Baudouin, archevêque de St-Boniface, prononça un sermon en la basilique de St-Boniface, dans lequel il disait notamment:

"Nous sommes débiteurs vis-à-vis de notre grande patrie, le Canada. Mais nos obligations envers le Canada français — son peuple, ses traditions, sa langue, ses institutions — ont particulièrement graves. Nous avons contracté une dette vis-à-vis de lui. Car nous avons reçu, par l'origine de son histoire, sa générosité à son passé et toutes les richesses qu'il nous a transmises, des bienfaits sans nombre: la loi, dont la race est pieuse; la langue, qui a tant contribué à nous conserver la foi et qui, d'autre part, demeure celle qu'on honore le plus dans le monde entier, alors même qu'on ne l'emploie plus aussi universellement; enfin, la culture qu'elle engendre et qui lui assurera un rang de prééminence à côté des cultures grecques et latines pour l'honneur de la civilisation."

Et ce Canada français a besoin de nos services. Il a pris naissance dans les plus grandes difficultés: il a connu le martyre, puis l'humiliation de la défaite; il a été persécuté et il se refuse encore aujourd'hui, en bien des quartiers, malgré sa contribution irremplaçable à l'indépendance et à la grandeur du pays tout entier une place égale au soleil canadien. Pour poursuivre sa mission, il lui faut l'amour, la fidélité et le dévouement, même au prix de grands sacrifices, de tous ceux qui en sont sortis, qui en font partie.

C'est tout cela — un généreux amour et une juste rétribution de notre part envers tout ce qui appartient au Canada français — qu'avait en vue Son Ex. Mgr Antiquin, délégué apostolique au Canada, lorsqu'il nous disait, voici cinq ans:

"Vous avez une double mission: 1) la mission de conserver intact votre héritage religieux et national; 2) la mission de répandre cet héritage. J'ajoute que c'est votre droit de garder votre héritage, et votre devoir de le répandre."

Or, ici, au Manitoba, cette mission s'accomplit concrètement dans le soutien de notre Association d'Éducation.

Depuis 1918, lorsque l'effort fut fondé sous l'impulsion de Son Ex. Mgr Béliveau pour faire échec à la loi inique qui nous arrachait toute possibilité d'enseigner le français et la liberté d'enseigner la religion dans la langue des écoles canadiennes, l'Association a réussi à conserver merveilleusement notre héritage religieux et national.

Si, dans tant d'écoles du Manitoba, 8,000 écoliers continuent à apprendre le français et à priorer en français, c'est grâce à l'Association. Si, à St-Boniface, vos enfants peuvent fréquenter des écoles catholiques et françaises, c'est grâce à l'Association. Si, notre Collège et le Juniorat peuvent donner à plus de 400 élèves une éducation française supérieure, parce que ces élèves en ont reçu les éléments dans nos écoles, c'est grâce à l'Association.

C'est, pour vous parler dans une langue que vous pouvez comprendre, si, pour beaucoup d'entre vous, grâce à l'Association, Si notre Manitoba français continue de grandir en nombre et en prestige, c'est grâce à l'Association.

J'ai établi tantôt vos devoirs de patriotisme — devoirs de charité et de justice. C'est envers l'Association que vous devez aujourd'hui vous acquiescer de vos devoirs. Car c'est par elle que, concrètement, vous pouvez à la plus grande somme des bienfaits qui découlent de la patrie.

En bien! lorsqu'on l'a frappé à votre porte, au nom de l'Association, recevez les perceurs comme des ambassadeurs chargés de dons. Et versez généreusement votre contribution maximum.

Le travail de l'Association d'Éducation

Maintenir et développer l'enseignement de la religion et de la langue française au bénéfice de plus de 13,000 écoles réparties dans 500 classes.

Organiser l'examen annuel de français auquel, en 1962, participèrent 6,371 élèves représentant 101 écoles.

Encourager de façon pratique l'organisation de festivals de la chanson française.

Enrichir les bibliothèques scolaires de livres français grâce à la contribution du Sou de l'Écolier.

Aider les élèves canadiens-français de l'Institut Pédagogique, prêts, cours de religion, de français et de pédagogie, transport par autobus, direction spirituelle, etc.

Assurer le placement de 500 instituteurs et institutrices dans nos écoles de langue française.

Garantir le bon enseignement du français grâce aux services de deux visiteurs qualifiés.

Agir comme porte-parole des nôtres auprès du gouvernement provincial.

Promouvoir la culture française chez nous.

Lutter pour la défense de nos droits légitimes de canadiens, français et catholiques.

Etc., etc., etc.

Les besoins de l'Association d'Éducation en 1963

Salaire: officier de liaison, visiteurs d'écoles, secrétaire, assistant-secrétaire	\$14,700.00
Frais de bureau: papeterie et impression, timbres, téléphone, articles de bureau, matériel	1,700.00
Frais d'opération: chauffage, éclairage, assurances, eau, taxes, etc.	1,263.00
Examen de français	2,800.00
Dons	400.00
Normaliens: transport par autobus et cours d'été	830.00
Prêts aux normaliens	1,520.00
Aide aux écoles paroissiales	1,300.00
Automobiles	2,000.00
Frais de perception 1963	300.00
Congrès général 1963	530.00
Frais de voyage: officier de liaison et visiteurs d'écoles	3,500.00
Total:	\$32,183.00

Il nous faudra aussi trouver l'argent nécessaire à la réalisation d'un projet essentiel: Une Ecole Normale de langue française.

Et pour réaliser tout ce travail formidable, l'Association d'Éducation demande à chacune de nos familles canadiennes-françaises la somme désirable de \$3.00 ou UN \$0. PAR JOUR.

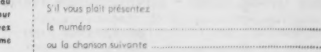
Que représente pour nous ce \$3.00 par famille, demandés par l'Association d'Éducation?

Nous savons qu'il y a des familles trop pauvres pour contribuer \$3.00, mais nous savons également que souvent ce sont celles-là qui répondent, les premiers, et le plus généreusement, à l'appel, car la mesure de leurs moeurs. Leur geste est l'acte du plus pur désintéressement.

Et vous, face à votre conscience, refusez-vous votre appui à notre Association d'Éducation?

Le Secrétaire de l'A.E.C.F.M.

L'esprit qui anime la méthodologie catholique moderne peut se transmettre de plusieurs façons. Sur la photo l'on voit un groupe d'élèves du Cours du soir à St-Boniface qui stimulent cet esprit chez eux en feuilletant des manuels vieux genre.



Petites Annonces

Tarif, 3 sous par mot. Minimum, \$1.00. Chaque insertion supplémentaire, 2 sous par mot. Minimum, \$0.50. Pas de changement de tarif. Ajouter 25c à l'annonce pour être placée dans un cadre.

Pour téléphoner une annonce, appelez 554-8443, entre 9 h. du matin et midi ou entre 2 h. et 4 h. du soir, et représentez la fin du vendredi.

Heure locale, mercredi midi.

De 9 h. à 10 h. 30

FRANK LEBLEY — Vous pouvez maintenant vous procurer la dernière édition de l'annuaire de la paroisse St-Boniface. 155, avenue Provencher, St-Boniface. Le coût est de \$1.00. Téléphone: 554-8443.

AVEZ-VOUS BESOIN AUX POSSIBILITÉS de votre argent? Écrivez-moi. Je vous enverrai un prospectus de la dernière édition de l'annuaire de la paroisse St-Boniface. 155, avenue Provencher, St-Boniface. Le coût est de \$1.00. Téléphone: 554-8443.

ON DEMANDE — Deux gardiens maison d'été pour deux semaines. S'adresser à M. J. LEBLEY, 155, avenue Provencher, St-Boniface. Le coût est de \$1.00. Téléphone: 554-8443.

ON DEMANDE — Deux gardiens maison d'été pour deux semaines. S'adresser à M. J. LEBLEY, 155, avenue Provencher, St-Boniface. Le coût est de \$1.00. Téléphone: 554-8443.

LA COMMISSION SCOLAIRE ST-PAUL No 2218

Demande six professeurs bilingues en français et anglais pour septembre 1963.

Revenir à: S.D. LEBLEY, surintendant, St-Paul, A.C. 451-4843.

Au Sacré-Coeur

Dames de Ste-Anne

Le dimanche 17 février, les Dames de Ste-Anne de la paroisse du Sacré-Coeur tiendront leur assemblée mensuelle. Invitation à toutes les dames à assister d'urgence à 8 h. a.m. à la messe-communion qui sera suivie du petit déjeuner.

Renseignements: Mme Marie LEBLEY, 154, rue Garry, remplacez s'il vous plaît les personnes qui ont contribué à la messe-communion, soit par envoi de fleurs, cartes, bonbons ou par leurs visites lors de son prochain séminaire.

Société St-Jean-Baptiste de Winnipeg

Les membres de la Société St-Jean-Baptiste de Winnipeg tiendront leur assemblée régulière le dimanche 17 février, à 2 h. 30 p.m. Pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, ce serait une bonne occasion d'acquiescer leur cotisation pour 1963.

A l'Alchance Française

La prochaine réunion aura lieu le mercredi 20 février, à 8 h. 30 du soir, au University Women's Club, 34, Westgate.

Au programme: lecture de pièces, "L'homme qui épousa une femme morte" par Anatole France, dirigée par V. L. LEBLEY, et "La cantatrice chauve" par Eugène Ionesco, dirigée par R. L. LEBLEY.

A la suite du programme, le goûter sera servi dans les salons du Club à 9 h. 30.

Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent. (Mt. 16, 13)

La "Norwood Jewellers"

3201, Avenue Tache, NORWOOD

Téléphone: CHapel 7-2790

Inspecteur officiel des montres du Canadian National

Réparations de montres, horloges et bijoux n'importe quelle spécialité.

W. L. SINGER

M.D., L.M.C.C., M.C.G.P., F.A.C.S.

Médecin et chirurgien

A PRIS LA DIRECTION DE LA Fort Garry Medical Clinic 1258, CHEMIN PEMBINA

Heures de bureau: Du lundi au vendredi: 9 h. à 5 h. p.m. Samedi: 10 h. à 12 h. a.m.

Pour les rendez-vous ou bureaux et les visites à domicile. Signalez: GR 5-4015. Service de téléphone 24 heures par jour.

W. L. SINGER

M.D., L.M.C.C., M.C.G.P., F.A.C.S.

Médecin et chirurgien

A PRIS LA DIRECTION DE LA Fort Garry Medical Clinic 1258, CHEMIN PEMBINA

Heures de bureau: Du lundi au vendredi: 9 h. à 5 h. p.m. Samedi: 10 h. à 12 h. a.m.

Pour les rendez-vous ou bureaux et les visites à domicile. Signalez: GR 5-4015. Service de téléphone 24 heures par jour.

La Société d'Habitations Ltée

MAISONS DE "DISTINCTION"

Henri DAUDET, gérant

700, Great Western Building, 356, rue Main, Winnipeg 1-6021

Téléphone: WHitehall 3-4021

Toupin Lumber & Fuel Company Ltd.

388, rue Bertrand, St-Boniface, Manitoba

CHapel 7-1105

ON DEMANDE

Deux gardiens maison d'été pour deux semaines. S'adresser à M. J. LEBLEY, 155, avenue Provencher, St-Boniface. Le coût est de \$1.00. Téléphone: 554-8443.

Deux gardiens maison d'été pour deux semaines. S'adresser à M. J. LEBLEY, 155, avenue Provencher, St-Boniface. Le coût est de \$1.00. Téléphone: 554-8443.

LA DIVISION SCOLAIRE DE WINNIPEG

On demande six professeurs bilingues en français et anglais pour septembre 1963.

Revenir à: S.D. LEBLEY, surintendant, St-Paul, A.C. 451-4843.

NOTICE TO CREDITORS

IN THE MATTER OF THE Estate of DONAT AGASSI, late of 28, Adelaide, in Manitoba, Retired Farmer, deceased.

All claims against the above estate, whether by contract or otherwise, must be presented to the undersigned solicitor at 302 Metcalfe Street, Winnipeg 2, Man., on or before the 28th day of February, A.D. 1963.

DATED at Winnipeg, Manitoba, this 15th day of February, 1963.

JOSEPH M. LANDRY, Solicitor for Joseph Brodeur, executor.

ON DEMANDE FILLES OU FEMMES

Travail décent — Meilleurs gages — Femmes expérimentées — Demandes pour apprendre le métier.

COIFFURES

Les autres d'emplois pour les coiffeuses diplômées sont plus nombreuses que celles des coiffeuses non diplômées.

JAMAIS APPRENTISSAGE à la fin de l'année — On ne vous envoie pas à l'étranger.

Bonnes pour obtenir un catalogue.

MARVEL BEAUTY SCHOOL

300, rue Donald, Winnipeg, Man. Renseignements: Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton, Toronto.

Defaut Electronics

Radio et TV — Vente et Service Techniciens bilingues Travail garanti

Service d'une journée

715, rue Tache, St-Boniface

Visite à domicile: \$2.50

PAUL PAQUIN

Assurances générales

989 AUTUMWOOD ST-BONIFACE

Boite 66, St-Boniface, Man. Téléphone: ALPine 3-9805

NOTICE TO CREDITORS

IN THE MATTER OF THE Estate of JOSEPH M. LANDRY, late of 28, Adelaide, in Manitoba, Retired Farmer, deceased.

All claims against the above estate, whether by contract or otherwise, must be presented to the undersigned solicitor at 302 Metcalfe Street, Winnipeg 2, Man., on or before the 28th day of February, A.D. 1963.

DATED at Winnipeg, Manitoba, this 15th day of February, 1963.

JOSEPH M. LANDRY, Solicitor for Joseph Brodeur, executor.

VENES et voyez notre vaste sélection de divans, canapés et sofas-lits

Reliance Typewriter

Office Equipment & Supply Co.

275, ave Tache, St-Boniface

Bureau: CEdar 3-1796

ROGER A. SABOURIN, propriétaire

PAUL PAQUIN

Assurances générales

989 AUTUMWOOD ST-BONIFACE

Boite 66, St-Boniface, Man. Téléphone: ALPine 3-9805

VENES et voyez notre vaste sélection de divans, canapés et sofas-lits

CANAPÉ et FAUTEUIL

100% nylon, de belles couleurs

AUSSI BAS QUE \$149.95

TERMES FACILES

Pharmacie Préfontaine

Pharmacy

243, rue Marion, Norwood

A l'usage de la rue traverser à mi-chemin entre les rues Tache et Des Meurons

Téléphone: CHapel 7-3533

Nous livrons à domicile

PAUL PAQUIN

Assurances générales

989 AUTUMWOOD ST-BONIFACE

Boite 66, St-Boniface, Man. Téléphone: ALPine 3-9805

VENES et voyez notre vaste sélection de divans, canapés et sofas-lits

ENSEMBLE DINETTE

5-PIÈCES, arborite authentique, table extensible

AUSSI BAS QUE \$36.95

Le Jardin du Saint-Sépulcre

Assurances — IMMEUBLES — HYPOTHÈQUES

ADMINISTRATIONS DE PROPRIÉTÉS

100, édifice Peris — Téléphone: WHitehall 3-5401 — Winnipeg 2

PAUL PAQUIN

Assurances générales

989 AUTUMWOOD ST-BONIFACE

Boite 66, St-Boniface, Man. Téléphone: ALPine 3-9805

VENES et voyez notre vaste sélection de divans, canapés et sofas-lits

TRADER HORN

Telephone: WH 2-7172 — 236-8, rue Main, Winnipeg

Ouvrez le vendredi jusqu'à 9 h. p.m.

Voyez notre étalage d'ensembles et d'accessoires de chambres à coucher aux plus bas prix en ville.